

ASAF

Paris le 21 octobre 2018



Mémoire et vérité

Lettre n°18/10

Les politiques, l'État et l'Armée.

A observer certains événements récents qui se sont produits en France, on est en droit de s'interroger sur leur sens et de se demander s'ils n'expriment pas une forme de nihilisme privilégiant systématiquement le rejet d'un passé qui serait honteux plutôt que la célébration d'une histoire riche et glorieuse. Une telle attitude conduit insidieusement à fragiliser la Nation. L'autorité de l'État, si nécessaire aujourd'hui, peut-elle sortir renforcée du dénigrement de son action passée ?

Cette culpabilisation est irresponsable. Elle instille le doute, conduit à la perte de confiance et entraîne inexorablement notre pays sur la voie du déclin. Elle est d'autant plus surprenante qu'elle se développe au moment où l'État peine à exercer ses prérogatives régaliennes. Elle est d'autant plus grave qu'elle met en cause non seulement des hommes politiques mais également, et implicitement, son bras séculier l'Armée.

Le mensonge par omission

L'ASAF estime que la politique de Mémoire a pour but principal la connaissance et la compréhension de notre Histoire, qu'elle doit contribuer à rassembler les Français plutôt qu'à les diviser et à leur donner des exemples propres à renforcer leur confiance en leur pays.

Cela impose de rappeler le contexte historique et le cadre géographique dans lesquels se déroulent les événements évoqués.

La démarche du président de la République vers la famille de Maurice Audin s'est affranchie de cette exigence intellectuelle. En effet, le destin de ce militant doit être inscrit dans le soutien qu'il apportait aux terroristes poseurs de bombes du FLN qui tuaient et estropiaient chaque jour des civils innocents à la sortie des écoles ou dans les bars fréquentés par de nombreux jeunes.

Omettre sciemment ces éléments de contexte aussi fondamentaux, c'est travestir la réalité. Il n'est pas acceptable de dénigrer les décisions de l'État et condamner même implicitement l'action de l'Armée si l'on oublie de rappeler que, chaque jour, des victimes innocentes comme celles du *Bataclan* en 2015, tombaient à Alger en 1957. Les Français d'aujourd'hui pourront alors comprendre pourquoi, dans l'urgence et faute d'outils techniques plus performants pour rechercher les renseignements, tous les moyens disponibles furent utilisés pour arrêter cette hémorragie.

Une repentance trompeuse et destructrice

À entendre la surenchère de certains propos culpabilisants, on en vient, par exemple, à oublier que les terribles massacres de dizaines de milliers de harkis, qui commencent le 19 mars 1962, malgré les engagements pris, et qui vont se poursuivre massivement après l'indépendance de l'Algérie du 3 juillet 1962, sont le fait des égorgeurs et éventreurs du FLN algérien !

Cette attitude de repentance qui consiste à taire et détourner les réalités du présent, telle la sévérité des combats au Sahel contre les islamistes, en condamnant le passé est dévastatrice pour nos armées et par là

même pour notre Défense. Elle sème le doute dans les esprits de nos soldats sur le bien fondé de leurs engagements opérationnels d'aujourd'hui. L'Armée est-elle condamnée à servir de bouc émissaire aux dirigeants politiques n'assumant pas leurs responsabilités du moment ? Leurs successeurs dénonceront-ils demain, dans un contexte inévitablement différent, les engagements de nos armées en Afghanistan, en Irak et au Mali contre les djihadistes ?

Enfin, cette repentance, servie *ad nauseam* à propos de l'aventure coloniale française, ne contribue-t-elle pas à faire douter les Français d'eux-mêmes et à susciter chez certains d'entre eux, fraîchement naturalisés, un désir de revanche fragilisant un peu plus la cohésion nationale ?

Plutôt que Maurice Audin, complice de terroristes, pourquoi n'avoir pas mis en avant des comportements héroïques tels celui de l'ingénieur Keller révélé récemment au grand public par une production de *France 5*, « *la source K* », ou de ce couple, parents de cinq enfants, qui s'est engagé dans la Résistance malgré les risques considérables encourus pour leur famille ?

Ces trois résistants qui seront déportés et dont deux succomberont dans les [camps](#) de la mort, ne sont-ils pas les héros dont les jeunes ont besoin et que, hélas, la France ignore ?

Une Nation fragilisée

La France a célébré récemment le 75^e anniversaire de la libération de la Corse, premier département libéré. Il l'a été par le bataillon de choc, les goumiers marocains et la Résistance.

Des jeunes scolaires ont été intelligemment associés aux cérémonies. Mais quelle honte d'avoir vu des élus de cette région, et non des moindres, participer aux cérémonies sans porter leur écharpe tricolore, sans chanter la Marseillaise, et déposer des gerbes sans ruban tricolore avec des inscriptions en langue corse.

Ces comportements sont-ils acceptables alors que la Constitution rappelle que « *la France est une République indivisible, que la langue officielle de la République est le français, et enfin que les partis et groupements politiques ... doivent respecter les principes de la souveraineté nationale...* » ?

Quand bien même ces dirigeants indépendantistes n'étaient pas nés alors que les résistants, les goumiers et les commandos se sacrifiaient pour le drapeau français et la liberté, devons-nous accepter dans l'indifférence ces comportements d'élus ? Si oui, de quelle Nation et de quel lien armée-nation parlons-nous ?

Une raison d'espérer cependant : les applaudissements nourris initiés par des Corses profondément français, lors des dépôts de gerbes par le consul général du Maroc en Corse puis par madame Darrieussecq, secrétaire d'État auprès de la ministre des Armées. Les quatre dépôts de gerbes précédents, ceux des élus corses, eurent lieu dans un silence gêné et réprobateur.

L'urgence d'un État rassembleur et fort

Il est temps que les responsables politiques d'aujourd'hui cessent d'affaiblir l'État en s'érigeant en juges d'un passé qu'ils connaissent souvent mal où qu'ils observent d'un œil partisan. Ils doivent, au contraire, renforcer l'unité de la Nation, susciter le dépassement des Français en honorant les héros qui ont fait et font aujourd'hui la fierté de notre pays. Il est essentiel qu'ils se concentrent sur la tâche immense qui est la leur aujourd'hui plutôt que de dénigrer l'action de leurs prédécesseurs et de notre Armée.

LA RÉDACTION
www.asafrance.fr

18, rue Vézelay 75008 Paris

Tél : 01 42 25 48 43 - Courriel : secretariat@asafrance.fr

Site : <http://www.asafrance.fr>

Association 1901 déclarée le 27 mai 1983. J.O. N° 57322 GR 182 - Fédération A. Maginot